

ACTION

N° 20 • LUNDI 1^{er} JUILLET • PRIX MINIMUM : 0,50 F • Ce journal a été réalisé au Service des Comités d'Action, avec le soutien de l'UNEF, du SNESup et des Comités d'Action Lyonnais.

PRENEZ GARDE



**VOUS LES SABREURS, LES GAVÉS
LES BOURGEOIS ET LES CURÉS !**

FACE A FACE

Avec ce deuxième tour des élections législatives s'achève la remise en place du gaullisme après l'alerte de mai. Il a fallu un mois avant que le régime réagisse, un autre mois lui a été nécessaire pour asseoir son emprise. Au premier tour des élections il avait usé du chantage à la guerre civile ; pour le second tour la manœuvre s'est déployée plus habilement : l'allocution de de Gaulle avant-hier était un appel à l'unité nationale tandis que des commandos de truands faisaient des coups de main, dont un jeune camarade de la jeunesse communiste devait être la victime. Pour la gauche parlementaire, c'est un nouvel échec. Il n'y a pas eu de « sursaut républicain ». Voter a un sens quand il s'agit de sanctionner une action inscrite dans une perspective de lutte, ça n'en a plus quand le travailleur est laissé seul, face à face avec la propagande bourgeoise, sans autre arme qu'un petit rectangle de papier blanc. A l'heure où nous écrivons, nous n'avons pas assez d'informations pour faire des études complètes de déplacements de voix. D'ores et déjà il semble bien que l'électorat de gauche, y compris celui du P.C.F., soit par réaction petite bourgeoise, soit par manque de maturité politique a été se réfugier dans l'abstention ou même chez les gaullistes. De cette situation nous devons nous sentir en partie responsables dans la mesure où les Comités d'Action ne sont pas encore apparus comme une direction politique.

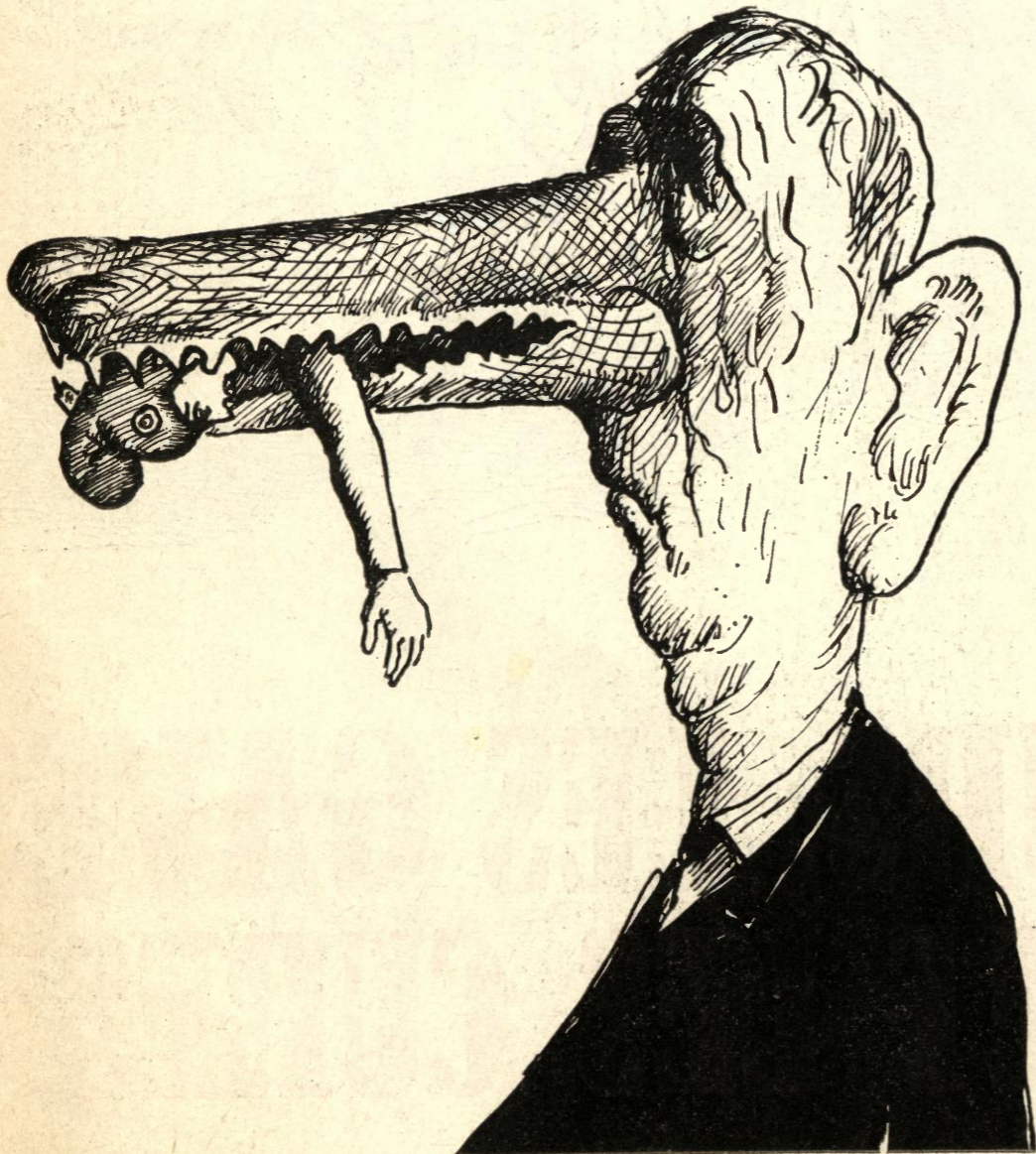
Parce qu'il a pu faire accepter à la gauche « parlementaire » le terrain électoral, le gaullisme a pu faire une démonstration qui a un caractère de masse, caractère encore grossi par les règles du scrutin majoritaire uninominal à deux tours.

Ce caractère de masse s'estompera rapidement : le conglomerat des voix gaullistes est, idéologiquement et socialement, trop disparate pour subsister aux mesures politiques et économiques que doit prendre le gouvernement dans les mois qui viennent. « Le Figaro » donne, ce matin, le son de cloche : « Il faut surmonter sa victoire », titre-t-il. Devant les difficultés que le gouvernement ne manquera pas de rencontrer, certains secteurs de la bourgeoisie pourront être tentés de recourir à la manière forte, à l'intimidation des travailleurs et des étudiants.

Ceci n'est qu'une éventualité, bien sûr, mais il n'y a aucune raison décisive pour l'écarter complètement. Andrieu l'envisage dans « L'Humanité » d'aujourd'hui. La question qui se pose ici n'est donc pas de savoir si oui ou non ceci va arriver mais quelles sont les conditions requises pour empêcher que cela arrive. Alors qu'elle vient de démontrer son impuissance, va-t-on encore une fois évoquer l'union de tous les républicains contre le péril antidémocratique ? Ce serait une erreur profonde. S'il arrivait que demain la bourgeoisie incapable de résoudre les difficultés que lui a causées la crise de mai recourrait à la manière forte, ce n'est qu'en proposant une solution à ces difficultés que pourra être reformé le formidable bloc des travailleurs et des étudiants qui a ébranlé le gaullisme. Les questions mises en lumière par le mouvement de mai ne se rapportent pas à la défense de la démocratie bourgeoise mais à la mise en œuvre de transformations révolutionnaires de la société. C'est en réunissant les forces nécessaires pour ce combat que toute tentative néofasciste sera écartée.

Dans cette situation, la gauche « parlementaire » va-t-elle accentuer son glissement à droite à la recherche des voix perdues ou au contraire placer l'effort là où il doit l'être : dans un travail renouvelant les formes d'intervention politiques et syndicales dans les entreprises et dans les facultés ?

Quelle que soit sa réponse, la nôtre est claire : On pourra multiplier les polémiques, les pressions, les chantages, chaque Comité d'Action, chaque embryon d'université populaire d'été est déjà l'amorce des luttes de la rentrée.



L'Université commence à Bergerac

A premier tour on n'a guère fait attention à la 3^e circonscription de la Dordogne, celle de Bergerac. Pourtant le candidat U.D.R. y avait fait une performance assez remarquable : 49,06 % des suffrages, contre 28,6 % en 1967. Aujourd'hui ce candidat est élu ; il a battu le député sortant F.G.D.S. Mais cela, en soi, ne saurait retenir l'attention. De tels exploits sont hélas en juin 1968 très ordinaires. Ce qui est important, c'est la personnalité du nouvel élu ; il s'agit du Recteur Capelle.

Le recteur Capelle est peu connu dans le grand public ; mais tous ceux qui, de près ou de loin ont eu affaire aux problèmes de l'Education Nationale connaissent bien ce nom. Directeur des enseignements au ministère de l'Education Nationale, le recteur Capelle a fait partie dès le départ du groupe des novateurs notamment en matière universitaire. C'est lui qui prépare les dossiers du ministre de l'Education Nationale en 1964, qui aboutissent au plan Fouchet. Mais le recteur Capelle refuse de présider à l'exécution de ce plan. Il l'estime trop timoré. Il démissionne et à l'automne 1965, dans une interview fracassante à l'hebdomadaire Arts il précise sa position.

DES ETUDIANTS INAPTES

S'il condamne la réforme gouvernementale, c'est qu'elle ne va pas assez loin. L'université française se prépare à produire en trop grand nombre des étudiants inadaptés aux tâches que leur offre la société industrielle. Il estime que les barrages installés au niveau du bac et au niveau du premier cycle sont insuffisants. L'enseignement supérieur accueillera un trop grand nombre d'étudiants, dont une partie est inapte à recevoir un enseignement de qualité. Ce flot mettra les universités dans l'incapacité de donner un enseignement adéquat à l'élite pour laquelle elles sont faites. Favorable à la création des I.U.T., il en souhaite l'extension rapide. Sa politique pourrait se résumer en deux mots : sélection et adaptation.

Lorsque l'on présente à la députation un homme comme le recteur Capelle, ce n'est jamais parce que l'on manque de candidats. Lorsqu'un homme comme le recteur Capelle accepte de briguer un siège au Palais Bourbon, ce n'est pas pour le plaisir d'être 1/355 d'une majorité servile ou 1/487 d'un parlement croupion. Il y a fort à parier que le recteur jouera un rôle important dans la réforme de l'université ; peut-être même, le portefeuille de l'Education Nationale l'attend au prochain remaniement ministériel.

UN HOMME INTELLIGENT

Le fait est important. Le recteur Capelle est un homme intelligent. Contrairement à tous ses prédécesseurs, il n'ignore rien des dossiers de la plus importante des administrations françaises. Il a des idées et il les appliquera. Cela signifie que le gaullisme va prendre l'offensive sur le terrain universitaire. Pour la première fois, peut-être, il va essayer de façon cohérente d'adapter l'université aux exigences de la société néo-capitaliste.

Dans ce but, le gouvernement jouera sur les divisions du corps professoral. Sous la houlette des réformateurs, style ZAMANSKY, il essaiera de regrouper tous les enseignants conservateurs qui ont tremblé pour leur chaire. Il tentera peut-être de mobiliser le courant réformiste en milieu étudiant ; mais il ne fera pour cela aucune concession. Les réformes gaullistes sont toujours octroyées.

Tout cela risque d'aller très vite. La sélection pourrait même être instituée à la prochaine rentrée. La bataille de l'université commence à Bergerac.

LA FIN DE LA GAUCHE RÉPUBLICAINE

Au lendemain du premier tour, des commentateurs de gauche avaient émis l'hypothèse qu'une part importante des abstentionnistes étaient de gauche. Ils avaient aussi avancé l'idée que la vague gaulliste, provoquée par un réflexe de peur, serait contenue au second tour par une volonté d'équilibre de l'électorat. Inquiet d'une victoire trop massive du gaullisme, l'électorat aurait au second tour nuancé son approbation.

C'est sur cette analyse, au fond, que s'est fondée la stratégie du P.C.F. : le sursaut républicain. Ces hypothèses se sont révélées fausses. Non seulement les candidats de la gauche n'ont pas réussi à mobiliser comme en 1967 une partie de l'électorat centriste ; non seulement les candidats communistes n'ont pas réuni toutes les voix de gauche là où ils étaient présents, mais encore les candidats fédérés, devenus porte-drapeau de la gauche n'ont pas fait le plein des voix.

Une défaite est à cet égard exemplaire : celle de Charles Hernu (F.G.D.S.) à Châteauroux, dans l'Indre. Au premier tour la gauche représentait 21 183 voix. Le candidat U.D.R., Gerbaud, seul candidat de droite obtient 19 717. Au second tour, Charles Hernu n'obtient que 19 000 voix, alors que son concurrent en gagne environ 2 000. On pourrait trouver de nombreux exemples de ce genre ; une partie de l'électorat du P.C.F. et du P.S.U. refuse de cautionner l'alliance sans principe ni programme avec la Social-démocratie.

Dans le Sud-Ouest, un double mouvement est en train de faire basculer les fiefs de la gauche traditionnelle. D'une part la clientèle de type Radical-socialiste qui votait autrefois pour ce parti parce qu'il représentait l'axe du pouvoir, se tourne aujourd'hui par le même réflexe vers le gaullisme ; d'autre part, les électeurs qui veulent exprimer une option réelle à gauche refusent de voter pour les notables qui en sont les porte-drapeau. Exemple significatif : la Dordogne. En 1967, un député gaulliste, trois députés F.G.D.S. ; en 1968, quatre députés gaullistes. Pourtant dans la troisième circonscription, la gauche, quoiqu'en recul, avait obtenu au premier tour près de 60 % de voix. Au second tour, elle est battue ; belle leçon pour ceux qui ont accepté que les « candidats uniques de la gauche » soient Georges BONNET, l'inspirateur des accords de Munich et Robert LACOSTE, le tortionnaire d'Alger. Qui pourrait croire à un sursaut républicain avec de tels hommes ?

LES COMITÉS DE BASE D'ENTREPRISE

Lundi matin, un commando U.D.R., accompagné de membres de la direction, a attaqué la Savim (Suresnes). Des vitres ont été brisées et du matériel démolé. Les ouvriers ont essayé d'interdire l'accès de l'usine au sursaut commando avec des pompes d'incendie. Hélas la municipalité a coupé l'eau.

Immédiatement la sirène d'alerte, qui avait déjà servi pendant la grève, a retenti, appelant tout le personnel de Savim à se rassembler. Il a appelé à la rescousse les travailleurs de Sud-Aviation et de l'usine Dassault. Ils furent 1 500 en tout.

Une heure après, la direction sortait, vaincue, entre deux haies d'ouvriers qui criaient « continuons la lutte ».

A la C.F.S. (Issy-les-Moulineaux) les ouvriers exigent la mutation de deux contre-maitres particulièrement odieux. Toute l'usine s'est mise en grève. La direction n'a pas encore pris de décision au sujet des contre-maitres, mais elle a admis pour la première fois, la discussion avec les comités de base. Placée devant le fait accompli, elle a dû reconnaître le droit des travailleurs à discuter de tous leurs problèmes au sein des ateliers.

A Citroën, multiples débrayages cette semaine, d'une demi-heure, d'une heure, ou d'une demi-journée (notamment aux usines d'Asnières, Ivry, Nanterre, Clichy, Levallois, Javel). Motif des débrayages : le problème, non encore résolu, de la récupération des

L'échec de la gauche au premier tour était prévisible, mais il a été plus ample que prévu ; la défaite au second tour était encore plus prévisible, mais elle a été encore plus ample que prévu. Que l'on en juge par les résultats : 293 sièges pour les gaullistes de stricte obédience (39 de plus que la majorité absolue), 355 députés de la majorité, 394 députés réactionnaires : plus qu'en 1958. Et en 1958, la réaction était divisée, aujourd'hui, elle est unie. 91 sièges pour la gauche. Rapport de force à l'Assemblée : 80 % - 20 %.

Les gaullistes ont été fortement aidés par le découpage électoral ; avec 48 % des suffrages (1), ils trustent 75 % des sièges. Mais l'analyse ne peut se borner à cet aspect des choses. La gauche a, dans de très nombreuses circonscriptions, reculé entre le 23 et le 30 juin. Il importera d'analyser plus profondément les causes et d'en tirer les conséquences. Mais en tout cas, ces résultats condamnent sans appel, la ligne politique qui, des attaques contre les « gauchistes » au « sursaut républicain », a guidé l'action du P.C.F.

Il est vain pour un parti ouvrier d'essayer de disputer à la bourgeoisie ses thèmes électoraux. Lorsque le drapeau porté en avant par plusieurs millions de travailleurs est rouge, il est vain d'essayer de paraître plus bleu, blanc, rouge que les gaullistes ; il est vain de se vouloir un parti de l'ordre, lorsque l'on sait ce que l'ordre signifie pour la classe ouvrière. Comment les électeurs n'auraient-ils pas été désorientés lorsque tous les candidats du gaullisme au communisme, drapés dans les couleurs nationales, se prétendaient également partisans de l'ordre ? Comment ont-ils pu comprendre que tous fassent appel au réflexe de défense républicaine ?

Si le P.C.F. fait peur à la bourgeoisie et à sa clientèle, c'est en raison même de son caractère prolétarien. Si le mouvement des masses effraie les petits bourgeois, ce n'est pas à cause des désordres qu'il engendre, c'est à cause de sa puissance. Il suffit de lire la presse pour voir que c'est les occupations d'usines et pas les barricades qui ont mobilisé le parti de la crainte. La classe ouvrière, c'est la leçon de plus de cent ans d'histoire, n'a jamais été victorieuse que sous sa propre bannière.

(1) Et non 44 % ; car aux 44 % obtenus par l'U.D.R., il faut ajouter les 4 % obtenus par les candidats Républicains-Indépendants non investis par l'U.D.R.

jours de grève. Dans une usine, toutefois, les ouvriers ont débrayé à la suite du licenciement, pour faits de grève, d'une employée femme de ménage. Un quart d'heure après le débrayage, cette femme était ré-embauchée.

Tous ces débrayages sont décidés à la base, sans ordre syndical.

Aux Galeries Lafayette, victoire du personnel qui a réussi à imposer que les grévistes soient remboursés à 72 % pour les jours de grève (lors de la reprise, la direction avait annoncé que les grévistes seraient remboursés à 50 %, et les non-grévistes, cadres pour la plupart, le seraient à 100 %. Même système au Printemps).

A Renault-Flins, la reprise a été marquée par une accélération du travail à la chaîne. Les ouvriers sont priés de fabriquer 575 unités par jour, au lieu de 500 avant la grève.

A Rhône-Poulenc (Vitry), les comités de base sont au nombre de 36. Il y a un comité de base par service (chaque service groupant plusieurs ateliers, labos, etc.). Chaque comité de base élit un représentant au Bureau des comités de base, et les élus de plusieurs Bureaux forment le Comité d'usine.

Cette organisation — par en bas — des comités de base a, entre autres, l'avantage de permettre la consultation en un temps record, de plus de 50 % du personnel, alors que les consultations syndicales ne touchent que 13 %, c'est-à-dire que les ouvriers syndiqués, soit 13 % du personnel.

Une consultation par les comités de base vient d'avoir lieu à la suite d'une décision de la direction selon laquelle

A QUOI RÊVE SERVAN-SCHREIBER, GAULLISTE AMÉRICAIN

Les semaines que nous venons de vivre ont permis à chacun de passer au crible ses critères de jugement. Le résultat général est connu : débordé par un mouvement qu'ils n'ont pas pu récupérer les commentateurs, comme les chefs de partis ont adopté la même attitude : l'autojustification. Par exemple, le 3 mai, Marchais dénonce les groupuscules, le 28 juin, Rochet, à la télévision, les rend responsables de tous les maux. La boucle est fermée.

Comment dans ces circonstances s'est comporté le courant moderniste du capitalisme que symbolise l'Express ? C'est ce qu'on peut voir en examinant le « Réveil de la France », recueil des articles écrits entre le 13 mai et le 12 juin, qui, si la typographie en avait été sérieusement faite, tiendrait en une petite quarantaine de pages. Il est vrai qu'une campagne électorale personnelle était en vue...

DROLE DE SYMPATHISANT

Le titre l'indique, J.-J. Servan-Schreiber manifeste une sympathie diffuse pour « le mouvement » comme on pouvait s'y attendre, le jeune se vendant bien. Au-delà de cette habileté journalistique il a une attitude plus profonde face à la crise de mai : la reconnaissance des faits.

Servan-Schreiber veut être un politique réaliste. Il laisse à d'autres (R. Aron par exemple) le soin de bâtir la thèse du complot, lui l'écarte sans équivoque :

« A pareille vague de fond correspond une explication de fond. » Ceci lui permet aussitôt de donner son interprétation de la crise, interprétation qui se développera tout au long des articles : les responsables c'est le pouvoir. Pas seulement de Gaulle mais « tous les hommes qui ont détenu le pouvoir de faire ou de ne pas faire les choses depuis la Libération ». Et, deuxième volet de la démonstration, ils sont responsables parce qu'ils n'ont pas compris que les transformations scientifiques et technologiques ont entraîné la dislocation des traditions et de l'autorité. Il faut « le dialogue ».

La thèse de Servan-Schreiber est simple, simpliste même : il y a inadéquation des structures économiques, juridiques et politiques ou de progrès techniques. Ayant ainsi réduit les données à une simple inadéquation notre capitaine de presse ne va pas manquer de proposer des solutions-miracles qui, comme on le verra sont, on s'en serait douté, purement techniques. En d'autres termes, en se donnant les gants de reconnaître l'importance et la vitalité du mouvement de mai, Servan-Schreiber arrive à expulser de son analyse toute référence politique. Il ne s'agit pas ici de faire à Servan-Schreiber le procès de n'être pas marxiste mais de reconnaître que la pensée politique bourgeoise qu'il représente et qui se veut « dynamique » s'est trouvée en porte-à-faux dans cette situation.

CAFÉ DU COMMERCE

Ce que Servan-Schreiber offre finalement c'est une pensée politique au niveau du café du Commerce même encadrée par des publicités sexy pour cigarettes américaines, un paragraphe du genre : « La jeunesse intimidée. Quand elle gronde et s'insurge, personne n'ose lui donner tort. Et c'est bien ainsi » est digne de Marcel Pagnol.

En particulier on cherchera en vain dans tout l'ouvrage une analyse des rapports entre la structure de l'Etat et l'évolution du capitalisme français depuis 1945. Pour Servan-Schreiber le gaullisme n'existe pas. Tout se passe comme si on avait une continuité des institutions depuis un quart de siècle. En opérant ainsi Servan-Schreiber se dispense de voir le gaullisme comme adaptation des structures politiques du capitalisme français après la liquidation presque complète de l'empire colonial avec la fin de la guerre d'Algérie. On a là une des contradictions de la société française : pour assurer son adaptation au néo-capitalisme la bourgeoisie s'est trouvée contrainte d'abandonner le parlementarisme au profit d'une forme plus centralisée de gouvernement ; ce faisant la bourgeoisie française a considérablement diminué le rôle des assemblées élues aux échelons intermédiaires, ce qui place directement le citoyen face au pouvoir central. Si la crise de mai débouchait sur une remise en cause du régime c'est que justement il n'y avait pas d'écran entre les travailleurs et la réalité du pouvoir. Sous la IV^e République on aurait eu une crise ministérielle qui au niveau politique aurait tout réglé. Sous la V^e ce n'est pas possible : le craquement du gouvernement c'était le craquement du régime.

Le refus de Servan-Schreiber d'analyser le gaullisme n'est pas fortuit. S'il le faisait il lui faudrait abandonner un de ses thèmes favoris ; celui selon le-

quel l'alternative entre capitalisme et socialisme serait un faux problème puisqu'avec l'évolution industrielle la question qui se poserait, ne serait pas celle de la propriété mais celle du pouvoir. Or la spécificité du gaullisme ne peut être reconnue que si on admet que face aux luttes de libération nationale, les capitalistes devaient trouver de nouvelles méthodes d'exploitation pour maintenir la rentabilité de leurs capitaux. Les réactions du C.N.P.F. à la hausse des salaires montre assez que la question de la propriété n'est pas dépassée. Une autre chose est de constater qu'avec le progrès scientifique s'est créé la technocratie, c'est-à-dire le système par lequel les propriétaires, à condition de toucher leurs dividendes, délèguent à des cadres compétents le soin de gérer leurs entreprises.

CAPITALISME ET SOCIALISME

Servan-Schreiber refuse d'analyser le gaullisme parce que justement, même si dans certains aspects de leurs revendications les travailleurs ont posé la question du pouvoir, la propriété privée demeure une des bases du système. Dans ces conditions l'alternative entre capitalisme et socialisme reste fondée, à condition bien sûr que lorsqu'on parle de socialisme, on ne se limite pas à l'expérience soviétique et à celles des démocrates populaires qui cinquante ans après 1917 ont aussi peu de rapport avec le socialisme que la France de 1849 avait de ressemblance avec celle de 1789.

Une des règles élémentaires du débat politique c'est de prendre pour cible ce qui chez l'adversaire est le plus élaboré et non ce que lui-même répudie. Faute d'avoir appliqué cette règle Servan-Schreiber ne convaincra guère les forces qui se sont mises en mouvement en mai et juin.

UN EXECUTIF FORT

Affichant des prétentions politiques, mais ne parlant ni du système politique ni du système économique, le Réveil de la France reste au niveau de ces aimables monologues télévisés qu'on a baptisés campagne électorale. Servan-Schreiber ne parle pas de ce qu'il veut défendre. Quand il reconnaît, dans son premier article, que la question du pouvoir était posée, c'est aussitôt pour dire : « il faut désormais le partager ». Ce qui montre bien que pour J.-J. Servan-Schreiber les mots n'ont pas le même sens que pour nous. C'est bien ce qui apparaît au niveau des propositions de réformes qui parsèment de-ci de-là le livre. Il ne s'agit pas d'examiner à quelles conditions la réalisation de certains objectifs permettrait aux travailleurs et aux étudiants d'élever leur niveau de conscience et de passer à un stade ultérieur de la lutte, il s'agit de graisser les rouages du système qui existe.

C'est particulièrement net au sixième article (entre le repli et le mouvement) où Servan-Schreiber revient sur la question du pouvoir. On est tout d'abord averti : « la redistribution des pouvoirs est une formule équivoque » mais après avoir ainsi parlé en son nom, Servan-Schreiber, par un tour d'écriture, se range derrière le peuple. Il écrit « Elle pourrait laisser croire que la volonté populaire souhaite mettre l'Etat en lambeaux, le dépolluer et le piller. Jamais au contraire, la présence d'un exécutif fort [...] n'a été plus nécessaire. »

D'une pierre il fait deux coups. 1) en écrivant, ce qui est faux, que la volonté populaire ne voulait pas mettre en cause l'Etat (qu'on se souvienne du mot d'ordre « A bas l'Etat policier ») ; 2) en ajoutant qu'il faut un exécutif fort, il règle un problème que personne ne peut prétendre avoir résolu : celui du rôle de

l'appareil d'Etat. Servan-Schreiber lui, volontairement ou par limitation idéologique, reconnaît à priori la nécessité d'un exécutif fort. Après avoir fait semblant de critiquer le régime Servan-Schreiber, qui n'a pris que des épées de carton pour le combattre, reconnaît la nécessité d'un exécutif fort. C'est effectivement la solution, qu'avec de Gaulle, a trouvé la bourgeoisie.

Le livre montre d'ailleurs comment Servan-Schreiber a pris le tournant du 30 mai : en douceur et sans perdre sans doute un seul lecteur. Partisan du dialogue, le directeur de l'Express fait semblant d'être au-dessus de l'affrontement, il débat de « la participation » : « Le pire contresens serait de voir dans la « participation » une sorte de tribut à payer au démon de la pagaille » (page 65). En patron moderne il propose (page 69) « un pouvoir salarié, structuré et équipé pour jouer le rôle d'un partenaire et non d'un frein ». On ne saurait mieux discuter des possibilités de participation des ouvriers... à la réalisation des profits de leurs patrons. Pour ceux qui trouvent que c'est là un bien morose destin, J.-J. Servan-Schreiber a des mots lyriques : « Car un homme, ou une femme, qui sait que son destin personnel, celui de sa famille, que ses chances de se réaliser dépendent de moins en moins de sa solidarité avec un ordre social donné, mais essentiellement de sa propre valeur, quel que soit le régime de la propriété et quelles que soient les structures des entreprises, celui-là, ou celle-là, n'a plus vraiment « peur ». Malheureusement cette déclaration arrive page 85 et dans les trois pages restantes on ne saura pas en fonction de quoi sera jugée la valeur des citoyens dans le paradis du directeur de l'Express.

L'idéologie du progrès scientifique, sous son apparence de neutralité, nourrit parfaitement les ambitions du capitalisme.



ARDORE